



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, 1.8.2023
C(2023) 5384 final

**Objet: Directive (UE) 2015/1535 relative aux règles techniques —
Notification 2023/233/SE**

**Conseils généraux de l'Agence suédoise des consommateurs sur la
commercialisation de boissons alcoolisées et de préparations
similaires aux boissons alcoolisées auprès des consommateurs
Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la
directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**



Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités suédoises ont notifié à la Commission, le 11 mai 2023, un projet «*Conseils généraux de l'Agence suédoise des consommateurs sur la commercialisation de boissons alcoolisées et de préparations similaires aux boissons alcoolisées auprès des consommateurs*» (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, les conseils généraux sont liés à la réglementation sur la commercialisation de boissons alcoolisées et de préparations similaires aux boissons alcoolisées auprès des consommateurs, dans la loi sur l'alcool (2010:1622) et la loi sur la commercialisation (2008:486). Les conseils généraux concernent la commercialisation au moyen de textes et d'images, y compris les emballages et les étiquettes, les publicités commerciales dans les périodiques et les émissions de radio et de télévision, ainsi que la commercialisation sur Internet. Les conseils généraux contiennent également des sections traitant des méthodes de marketing spéciales telles que le publipostage et la publicité extérieure, ainsi que des mesures de promotion des ventes telles que les réductions et les offres combinées. Les conseils généraux visent à fournir des informations sur les

¹() Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

M. Tobias Billström
Ministre des affaires étrangères
Ministère des affaires étrangères
Arvfurstens palats
Gustav Adolfs torg 1
SE — 103 23 Stockholm

règlements qui peuvent être appliqués à la commercialisation des boissons alcoolisées et de réparations similaires aux boissons alcoolisées et à fournir des orientations sur la manière dont ceux-ci peuvent ou doivent être interprétés et appliqués. En particulier, les conseils généraux visent à préciser l'exigence générale de modération spéciale. L'objectif est de promouvoir une application uniforme des règlements de commercialisation de la loi sur l'alcool, tant à l'égard des industries actives que des autorités locales de surveillance, et de contribuer au développement de la pratique dans une certaine direction. Les présentes orientations ne sont pas juridiquement contraignantes.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes.

En vertu de la section 4.4, les avis généraux indiquent que «les points 4.2 et 4.3 ne s'appliquent pas aux sites Internet des détaillants en produits alimentaires qui, outre la commercialisation de produits alimentaires, ne contiennent que la commercialisation de folköl—bière de force (plus de 2,25 % ABV mais n'excédant pas 3,5 %)». De même, en vertu de l'article 6.1, les avis généraux stipulent que «la publicité directe habituelle de la vente au détail d'épicerie couvrant une variété de produits différents, par exemple, les bulletins d'information hebdomadaires ou similaires, peut inclure la commercialisation de folköl—bière de force, à condition que la commercialisation soit compatible avec l'exigence de modération particulière», et en vertu de l'article 6.4.4 que «les offres habituelles des détaillants en épicerie pour folköl—bière de force peuvent avoir lieu».

La Commission croit comprendre que ces exceptions pour folköl—bière de force sont dues à la faible teneur en alcool de ce type de bière. Cependant, il n'est pas clair pourquoi ces exceptions ne s'appliquent qu'à la bière à faible teneur en alcool, et non à d'autres boissons alcoolisées ayant une teneur tout aussi faible en alcool, telles que, par exemple, certains types de cidre.

La Commission invite les autorités suédoises à prendre en considération les observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il doit être communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer, Madame/Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Commission

Janusz WOJCIECHOWSKI
Membre de la Commission